



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R32 – 2020 – 38 quater

SOMMAIRE

État-major interministériel de défense et de sécurité zone nord

Arrêté zonal portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC affectés au transport de gaz naturel liquéfié



**PRÉFET DE ZONE DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ NORD**

ARRÊTÉ DE DÉROGATION EXCEPTIONNELLE À TITRE TEMPORAIRE

**à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises
de plus de 7,5 tonnes de PTAC**

affectés au transport de gaz naturel liquéfié

(au titre de l'article 5-1 de l'arrêté du 2 mars 2015)

Le Préfet de Zone de Défense et de Sécurité Nord
Préfet de la Région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.122-4, R.122-4 et suivants ;

VU le code de la route, notamment ses articles R.311-1, R.411-18, R.413-8 ;

VU le décret du 18 février 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Christophe BOUVIER en qualité de Préfet Délégué pour la Défense et la Sécurité auprès du Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Nord, Préfet du Nord ;

VU le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 modifié relatif à la consistance du réseau routier national ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié relatif au transport des matières dangereuses par voies terrestres ;

VU l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 modifié relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU l'arrêté ministériel du 21 janvier 2020 portant reconduction de la dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite et de repos pour le transport de gaz naturel liquéfié (GNL) ;

Considérant que l'approvisionnement national en GNL livré par camion est gravement perturbé par les conséquences d'un mouvement social ayant entraîné depuis le 13 janvier dernier un arrêt des chargements de camions sur certains terminaux méthaniers ;

Considérant que les fournisseurs de GNL par camion sont contraints de se ravitailler à d'autres terminaux méthaniers plus éloignés, notamment à l'étranger ;

Considérant que cette situation nécessite d'accélérer et de fluidifier la logistique du GNL livré par camion, pour assurer l'approvisionnement national et éviter le risque de pénurie, lequel s'accroît au fur et à mesure que se prolonge ce mouvement social ;

Considérant que le maintien de l'arrêt des chargements en GNL des camions depuis le 13 janvier dernier constitue une circonstance exceptionnelle, justifiant la mise en œuvre d'une dérogation temporaire à l'interdiction de circulation des véhicules de transport routier ;

Sur proposition de monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC affectés au transport de gaz naturel liquéfié (code ONU 1972) sont autorisés à circuler, en charge ou en retour à vide, en dérogation aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 susvisé :

- pour la période du samedi 25 janvier 2020 à 22h00 au dimanche 26 janvier 2020 à 22h00 ;
- sur l'ensemble des départements de la zone de défense et de sécurité Nord.

ARTICLE 2

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté doit se trouver à bord du véhicule.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Les préfets des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, les colonels commandant les groupements de gendarmerie départementaux du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, le directeur zonal des CRS, les directeurs de la DIR Nord et de SANEF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements concernés et copie en sera adressée aux services mentionnés à l'article 4.

Fait à Lille, le 24 janvier 2020

Pour le Préfet de zone,
Le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

Jean-Christophe BOUVIER

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions de articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi via l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>